L'A

CIRCULAIRE

DU COMITÉ DE

L'ASSOCIATION D'ANNEXION

DE

MONTREAL.

Des Presses de l'*Avenir*.

MONTRÉAL, *Décembre*, 1849.

MONSIEUR,

L'Association d'Annexion de Montréal désirant attirer l'attention du peuple du Canada sur la question de la séparation paisible d'avec la Grande-Bretagne, et de l'annexion aux Etats-Unis, nous a chargé de vous transmettre une copie du Manifeste au Peuple du Canada, déjà publié, avec d'autres documents indiquant les procédés qui ont été adoptés par l'Association en cette ville. Nous le fesons dans l'espoir que vous êtes en faveur de la cause pour laquelle cette Association a été fondée et que vous serez disposé à concourir avec elle et à l'aider activement dans votre localité. Ceci pourrait avoir lieu en organisant de semblables Associations pour les Comtés, Paroisses ou Townships dans tout le Canada, ou par tels autres moyens que vous jugerez les plus convenables pour l'endroit où vous résidez.

Nous sommes en même temps chargés de vous demander toutes les informations que vous pouvez être disposé à communiquer et qui pourraient être de quelque avantage pour la cause, et de vous mentionner que l'Association vous fournira avec plaisir tous renseignements propres à avancer l'objet que nous avons en vue, attendu qu'il est important que des communications régulières aient lieu entre les amis de la cause par tout le pays.

Nous sommes,

Monsieur,

Vos obéissants serviteurs,

R. MACKAY,

A. A. DORION,

Secrét. A. A. M.

AU PEUPLE DU CANADA.

Le nombre et l'étendue des maux qui affligent notre pays, la dépression générale et toujours croissante de ses intérêts matériels, invitent tous les citoyens animés du désir sincère de promouvoir son bonheur à se réunir et à s'entendre pour rechercher les causes et pour adopter les remèdes suggérés par l'examen serieux et sans passion de notre position.

Appartenant à divers partis, à diverses origines, mais reconnaissant l'avantage d'un travail commun pour le bien de tous, travail que nous devons à nous-mêmes et à notre pays, en vue d'un avenir plus serein et plus prospère, nous avons résolu d'oublier tous nos différends passés, quelque soit leur caractère ou leur source. En faisant un appel à nos frères colons pour s'unir à nous dans cet impérieux devoir, nous les conjurons, s'ils ont à cœur le succès et le bonheur de leur pays, d'en accepter l'accomplissement avec le même esprit de fraternité.

Le changement que la politique ancienne de la Grande-Bretagne a subi, et qui enleva aux colonies la protection dont elles avaient besoin sur ses marchés, a produit des résultats désastreux pour le Canada. En considérant l'état actuel du pays, que voit-on partout, sinon la ruine ou une désorganisation rapide? Notre gouvernement et nos corporations municipales dans la gêne; les sécurités offertes par nos banques et autres institutions monétaires grandement dépréciées; nos intérêts agricoles et commerciaux également sans prospérité; la propriété foncière sans prix à quelque condition qu'on l'offre; nos incomparables rivières, nos lacs, nos canaux non utilisés; et pendant que le commerce abandonne nos rives, les capitaux amassés sous un système plus favorable sont dissipés sans aucune espérance de les voir remplacés. Ainsi, sans capital disponible, incapable d'effectuer un emprunt avec des puissances étrangères ou avec la métropole, quoique munie de garanties meilleures que celles qui font obtenir des emprunts tant aux Etats-Unis qu'en Angleterre, toutes les fois que d'autres que des colons les recherchent; ainsi mutilée et embarrassée dans toute entreprise publique ou particulière, cette possession de la couronne anglaise—notre patrie—gît dans le monde en contraste humiliant avec nos proches voisins et révéle tous les symptômes d'une nation qui croule rapidement en ruine.

Avec des pouvoirs d'eau sans nombre et la main-d'œuvre à bas prix, surtout dans le Bas-Canada, nous n'avons encore aucunes manufactures nationales, et aucun homme bien pensant ne peut espérer la création, dans les circonstances présentes, de la production nationale, ou l'importation de capitaux étrangers suffisants pour entreprendre l'exploitation de cette grande source de richesse publique. Car nos institutions n'ont pas ce caractère de stabilité qui peut seul donner le crédit et inspirer la confiance, tandis que le marché canadien est trop peu important pour tenter le capitaliste étranger.

Les Etats-Unis sont couverts d'un réseau de chemins de fer; le Canada ne possède que trois lignes qui réunies forment à peine une longueur de cinquante milles, et encore les actions dans deux de ces chemins sont-elles dans une baisse de 50 à 80 pour cent, symptôme fatal de la stagnation dans laquelle languit le pays.

Notre présente forme de gouvernement provincial est nuisible et entraîne des dépenses que les moyens du pays ne peuvent rencontrer; et les relations qu'elle nécessite avec un gouvernement lointain, imparfaitement au fait des affaires canadiennes et en quelque sorte indifférent à nos intérêts, sont anormales et fâcheuses; partant, dans le cas d'une rupture entre les deux plus puissantes nations du monde, le Canada leur servirait de champ de bataille et n'aurait qu'à en souffrir, quoique ses intérêts ne fussent que peu liés à la cause de leur querelle ou à l'issue de leurs démêlés.

Les amères animosités des partis politiques et des factions en Canada, qui ont conduit souvent à la violence et, dans une circonstance, à la guerre civile, ne semblent pas s'être éteintes avec le temps, il n'y a pas non plus apparence aujourd'hui qu'elles diminuent. L'aspect des partis devient chaque jour plus menaçant. Avec nos institutions et nos relations actuelles, il y a peu d'espoir que notre administration soit paisible et prospère, car les difficultés, selon toute apparence, s'amoncèleront

jusqu'à ce que le gouvernement devienne impraticable. Sous ce point de vue de notre position, tout moyen qui tendra à effacer les distinctions de partis et poser devant le peuple des voies entièrement nouvelles, devra être accueilli avec d'immenses avantages.

Parmi les sages observateurs de la république voisine, en Canada et dans toute l'Amérique Britannique du Nord, parmi toutes les classes de la société il existe la conviction profonde qu'un bouleversement politique dans ce pays va avoir lieu. De tels présages ne peuvent être dédaignés, puisqu'ils tendent de plus en plus à réaliser les événements qu'ils signalent. Le Canada souffre en même temps beaucoup par l'effet de cette anticipation, puisque les colons, qui font sa force et sa richesse, préfèrent naturellement un pays soumis à des formes de gouvernement fixes et permanentes à un pays dans un état de transition.

Ayant ainsi dévoilé les causes de nos présentes infortunes, considérons combien les remèdes ordinairement proposés possèdent de conditions rationnelles pour justifier leur abolition :

1.—*Le rétablissement de la protection sur les marchés du Royaume-Uni.*

Ce but, s'il est atteint à un degré suffisant et s'il est garanti pour une longue période d'années, améliorerait de beaucoup les principaux intérêts ; mais la politique de l'empire est là pour l'empêcher. En outre, ce ne serait qu'un remède temporaire. Les millions de la métropole demandent une subsistance à bas prix ; et ce second changement de protection au commerce libre complèterait une ruine que le premier a presque déjà accomplie.

2.—*La protection des manufactures nationales.*

Quoique cette mesure puisse être susceptible de favoriser l'accroissement des intérêts manufacturiers en Canada, néanmoins sans accès sur les marchés américains, ces intérêts manufacturiers ne trouveraient pas, faute de consommateurs, un débouché suffisant, pour avoir aucun résultat capable de remédier aux maux nombreux dont nous nous plaignons.

3.—*Une union fédérale des Provinces Britanniques Américaines.*

Les avantages que l'on proclame devoir être le résultat de cette combinaison, sont, d'abord, la liberté de commerce entre les différentes provinces, et, ensuite, une diminution dans les dépenses du gouvernement. Or, il est très problématique qu'on puisse atteindre le premier objet, et les bienfaits qu'on espère par anticipation du second pourraient nous être assurés par les lois sous l'existence même du système actuel.

L'accès sur les marchés des provinces-sœurs ne favoriserait pas l'extension de notre commerce de bois, attendu que leurs forêts renferment un surplus de cet article de commerce ; et les demandes de produits agricoles qu'elles nous adresseraient ne seraient pas assez considérables pour consommer la quantité de ces produits que nous pourrions fournir au commerce. Enfin, ce n'est pas de ce côté que le Canada pourrait attendre et espérer un encouragement pour son industrie manufacturière.—Dès lors, une union fédérale ne nous serait pas un remède.

4.—*L'indépendance des Colonies Britanniques de l'Amérique du Nord comme république fédérale.*

L'affermissement de ses nouvelles institutions basées sur la réunion d'éléments jusqu'à présent si discordants ; la négociation de traité avec les puissances étrangères ; l'acquisition d'un nom et d'un rang parmi les nations : tout cela, nous le craignons fort, serait au-dessus des forces de la nouvelle république. En outre, cette république étant placée à côté et à l'encontre de la puissante Confédération des Etats-Unis, la défense militaire serait trop dispendieuse pour rendre l'indépendance profitable, tandis que, pas plus que sous une union fédérale, l'indépendance n'écarterait les obstacles qui retardent notre prospérité matérielle.

5.—*La liberté d'échange avec les Etats-Unis des produits de l'agriculture, des bois et des mines.*

Si nous obtenions cette liberté commerciale, elle ne serait toujours qu'une faible partie des avantages que nous pouvons obtenir autrement. Le libre échange de semblables produits ne nous donnerait pas avec lui l'établissement de manufactures dans notre pays. Ce libre échange ne nous donnerait pas pour marché le continent de l'Amérique du Nord. Il n'améliorerait pas non plus nos institutions de manière à leur donner des bases solides qui en assureraient la permanence ; il n'apaiserait pas la violence des partis, ni n'apporterait le plus léger soulagement à plusieurs de nos maux les plus saillants.

De tous les remèdes suggérés pour la guérison des maux évidents et intolé-

rables dont notre pays est affligé, il n'en reste qu'un qui soit digne d'être pris en considération. Ce remède entraîne avec lui un changement complet et important dans notre condition sociale et politique, et renferme des considérations qui sont dignes de notre examen le plus serieux. Il consiste dans UNE AMIABLE ET PACIFIQUE SEPARATION DE LA GRANDE-BRETAGNE ET UNE UNION SUR DES BASES EQUITABLES AVEC LA GRANDE CONFEDERATION DES ETATS SOUVERAINS DE L'AMERIQUE DU NORD. Nous pouvons déclarer que nous ne nourrissons envers la Grande-Bretagne que des sentiments de bienveillance et de respect. Sans son consentement, nous croyons la séparation *ni praticable ni désirable.* Mais la politique de la métropole vis-à-vis de ses colonies, les doctrines de ses principaux hommes d'état, l'opinion publique de la métropole, offrent des indices significatifs qui ne laissent plus de doute sur sa manière d'apprécier la conservation des colonies.

Il n'est plus douteux que l'Angleterre veuille nous charger du fardeau résultant de l'indépendance. Sa menace de retirer ses troupes des autres colonies ; la continuation de sa protection militaire envers nous à la condition expresse que nous devrons payer les dépenses contingentes de l'occupation militaire : toutes ces intentions déjà formulées envers notre pays font qu'il y aurait incurie de notre part à ne pas nous prémunir contre ce que ces intentions présagent.

Dès lors, une impérieuse conviction de la nécessité de la séparation, et un sentiment élevé de nos devoirs envers notre pays, devoirs que nous ne devons pas méconnaître et dont nous ne devons pas retarder l'accomplissement, nous poussent à nourrir l'idée de la séparation ; mais quelque puissent être les négociations qui pourraient s'ouvrir avec l'Angleterre, elles devraient être empreintes, de la part du Canada, d'un caractère de généreuse libéralité.

L'union projetée ferait du Canada un champ ouvert aux capitaux américains, qui y seraient admis aussi librement que dans tous les autres états, et dès lors, nous aurions des capitaux tant pour les entreprises publiques que particulières. Cette union égaliserait la valeur des propriétés foncières de chaque côté des lignes, et doublerait probablement la totalité de sa valeur en Canada, tandis que, d'un autre côté, elle aurait pour effet d'élever notre crédit public et privé, en assurant la stabilité de nos institutions et créant notre prospérité. Elle augmenterait notre commerce tant avec les Etats-Unis qu'avec les pays étrangers, et nécessairement ne diminuerait pas beaucoup nos échanges avec la Grande-Bretagne, dans laquelle la plupart de nos produits entreraient sur le même pied qu'aujourd'hui.

Cette union ferait de nos canaux et de notre fleuve la voie naturelle de l'immigration vers l'ouest et de l'exportation de ses produits, au grand avantage de notre pays. Elle ferait naître en outre des manufactures partout le Canada, et cela aussi rapidement que dans les Etats du Nord. Dans le Bas-Canada spécialement, où les pouvoirs d'eau abondent et où la main-d'œuvre est à bas prix, le fait de cette union attirerait les capitaux des manufacturiers, augmenterait la valeur des propriétés et des produits agricoles, donnerait un emploi lucratif et rendrait sa population très productive, tandis qu'elle ne l'est pas aujourd'hui

Les Etats-Unis ne fourniraient pas simplement les capitaux nécessaires à nos manufactures, mais leur ouvriraient aussi, sans l'intervention d'aucun officier de douane, le marché le plus étendu du monde. Nos chemins de fer seront aussitôt construits avec les capitaux américains et serviront à alimenter leurs grandes lignes qui s'approchent maintenant de nos frontières ; en général, ces entreprises seront indubitablement aussi actives et prospères parmi nous que chez nos voisins. Nos produits agricoles obtiendraient aussitôt une valeur égale à ceux des Etats-Unis, tandis que le prix des instruments nécessaires à l'agriculture et des objets indispensables à la satisfaction des premiers besoins de la vie, tels que le thé, le café et le sucre, serait de beaucoup diminué.

La valeur de notre bois de construction serait aussi considérablement augmentée par le libre accès des marchés américains, où il atteint un haut prix, mais où il est en même temps sujet à un droit très onéreux. Il y a en même temps toute plausibilité de croire que nos constructeurs de vaisseaux, tant à Québec que sur les grands lacs, trouveraient un marché illimité dans tous les ports du continent américain. Il est indubitable que le commerce de navires aux Etats-Unis ne doive considérablement augmenter.—Il est évident aussi que chez eux les matériaux essentiels à la construction des vaisseaux diminuent rapidement, tandis que nous possédons d'immenses territoires, couverts de bois de qualité supérieure, qui nous serait aussi avantageux qu'à présent, puisque possédant le système de commerce libre, nos vaisseaux se vendraient aussi bien en Angleterre après l'annexion qu'avant.

Un gouvernement d'état à la fois simple et économique, dont le caractère distinctif est la responsabilité directe au peuple, serait immédiatement substitué à un système compliqué et dispendieux.

La paix et des sentiments de bienveillance entre ce pays et les Etats-Unis, remplaceraient la guerre et les craintes d'une rupture avec nos voisins. Les difficultés entre les Etats-Unis et sa principale, si non sa seule rivale parmi les nations, ne feraient pas du Canada l'arène sanglante de leurs disputes, ce qui dans nos relations actuelles devraient nécessairement arriver.

Que ce soit là la condition peu enviable de notre état de dépendance de la Grande-Bretagne, est un fait connu du monde entier, et nous n'avons pas besoin de raisonner pour démontrer combien cet état est peu propre à engager les capitalistes prudents à faire des placements dans le pays, ou à porter des colons aisés à choisir pour eux et leurs enfans une demeure désignée à l'avance pour être le théâtre de guerres sanglantes.

On peut encore prévoir d'autres avantages que ceux qui influent directement sur nos intérêts matériels. L'annexion aux Etats-Unis changera le terrein des luttes politiques entre les races et les partis, calmera et fera disparaître l'irritation, les conflits de haine et les récriminations qui ont jusqu'à cette heure déshonoré notre société. Déjà par anticipation, nous jouissons de l'heureuse influence de cette idée, avant-coureur, nous l'espérons, d'un oubli éternel des dissensions qui ont divisé toutes les classes, toutes les croyances et tous les partis dans le pays. En changeant notre condition d'infériorité et de dépendance à celle de la liberté et de l'indépendance, nous prendrons un rang parmi les nations. Maintenant nous n'avons aucune voix dans les affaires de l'empire, et nous ne participons en rien dans ses honneurs. L'Angleterre est notre métropole : vis-à-vis d'elle nous sommes dans une sujétion absolue et sans aucun rapport d'égalité. Devenus citoyens des Etats-Unis, le service public sera un champ ouvert à tous, et nous y trouverons un théâtre de distinction élevée et honorable sur lequel nous et nos descendants seraient accueillis avec une parfaite égalité.

Cette séparation du Canada d'avec la Grande-Bretagne ne serait pas un avantage exclusif pour nous seuls. Le soulagement que procurerait à la métropole la cessation des dépenses énormes qu'elle encoure par l'occupation militaire du pays, la disparition de causes nombreuses de difficultés avec les Etats-Unis qui résultent de la possession mutuelle d'immenses territoires limitrophes aussi étendus, le profit d'un marché plus considérable créé par la prospérité croissante du Canada, sont des considérations qui, aux yeux de ses hommes d'état les plus distingués, rendent notre fusion dans la Confédération Américaine un but désirable.

De même, l'annexion du Canada aux Etats-Unis présente d'importants résultats pour ceux-ci. L'éloignement de leurs frontières d'une nation puissante, qui dans un temps de guerre pourrait nuire fortement au commerce des lacs, commerce déjà considérable et qui va toujours s'augmentant, la faculté de s'exempter des grandes dépenses de bureaux de douanes sur une étendue de plusieurs centaines de milles de frontières, l'addition considérable à son trésor du revenu de nos douanes, l'usage sans restrictions du St.-Laurent, cette route naturelle ouverte aux Etats de l'Ouest vers l'Océan, sont des avantages pour l'obtention desquels on nous accordera indubitablement des avantages équivalents.

CONCITOYENS,

Nous avons ainsi établi devant vous nos vues et nos convictions sur cette importante question qui devra amener un changement qui, quoiqu'envisagé avec des sentiments et des émotions variés par nous tous, n'en est pas moins inévitable ; et ce changement, il est de notre devoir de nous y préparer, et de l'amener par tous les moyens légaux.

Nous nous adressons à vous sans préjugés et sans partialité, avec sincérité et vérité, et dans le seul intérêt de notre commune patrie ; en agissant ainsi, notre seul but est son salut et son bonheur. Si votre jugement et votre raison vous disent que notre but est louable et honnête, nous vous demandons de jeter l'oubli sur nos anciennes dissensions ; et alors, sans distinction d'origines, de partis ou de croyances, nous réclamerons de vous tous cette coopération ardente et cordiale, qui pourra, par des moyens légaux, sages et judicieux, nous conduire au but commun.

John Torrance, Jacob DeWitt, M P P, J Redpath, John Molson, David Torrance, William Workman, D L Macpherson, Thomas B Anderson, L H Holton, G J

Mackenzie, P H Knowlton, M L C, Loup Odell, Robert Mackay, Benjamin Holmes, David Kinnear, John Rose, John Glass, Charles Bockus, Benjamin Brewster, John Ostell, R Corse, Jason C Pierce, Joseph Knapp, William Murray, Edward Way, John Frothingham, Sabrevois DeBleury, Stanley Bagg, Alex Bryson, Allan McDonell, H Busseau, W D Lindsay, Norton B Corse, Henry Chapman, William Muir, Charles Phillips, John Monk, William Molson, Louis Boyer, Jean Bruneau, Wm Gemmill, D Lorn Macdougall, Edward Maitland, Benjamin Hart, John Tully, John Bell, Geo Weeks, John M Tobin, Edwin Atwater, J B A Couillard, Robt Anderson, James Sadlier, Benj Workman, H L Routh, F G Johnson, Q C, John Orr, Hugh Taylor, M M'Culloch, M D, Abner Bagg, Louis Blanchard, Thomas Forsyth, John Yule, Jr, John Carter, Thomas Peck, Peter W Dease, J B Asselin, Geo Perry (Cobourg), John Fisher, Sydney Jones, J B Torry, J F Cowell, Michael Kelly, James R Orr, John Henderson, Rob Cross, Jno Mathewson, Robt Esdaile, Theodore Lyman, F T Hall, J W Torrance, John McGillis, William McDougall, Joseph Ward, Robt Morton, Geo Brush, Francis Mullins, William Allen, Thos Redhead, R U Innes, Alex Urquhart, James Gordon, John McCoy, James Paterson, Noah Shaw, Z B Clark, N B Corse Jas Haldane, M Buck, John McCrow, Jas C Beers, Charles Alexander, Wm Lawley, Norman McDonald, Robert Graham, A W Atwater, Chas Seymour, Robert Mills, Walter McFarlane, C Gallagher, S H Day, Jas Thompson (Laprairie), Joseph Ryan, Hugh Thompson, T J Green, Nicholas Ryan, J Egar, E S Taylor, Charles Warren, David Milligan, Chas D Proctor, James Crayk, Charles Campbell, Richard Robinson, Thomas Neagle, John Clancey, George Fellers, T Miller, George Groves, Edward Murphy, Andrew Hays, Henry Archhold, C E Seymour, Joseph Savage, James Taylor (St. Armand), I J C Abbott, C M Kelly, James Benny, John Whitelaw, M H Seymour, John Sutherland, Geo A Holland, H H Whitney, N S Whitney, James Douglas, Nelson Davis, J H Evans, Wm Brooks, B Hutchins, James Charles, Henry Brewster, M Babcock, James P Clark, C D Shaw, Wm McBean, George Morton, Charles Mayo, Benj Francis, Robt Adams, N O Green, Louis Gnaidinger, Rom Trudeau, P Murphy, John Kain, Alex Murphy, Peter Dunn, James Ferrier, Jr, David Ferguson, George D. Ferrier, Archd Ferguson, David Paton, Edward Maxwell, William Hutchison, James Morison, Thos M Taylor, Alexr McDonald, Adam Stevenson, James Barnard, Peter Redpath, James Torrance, John Kay, W C Evans, Robt Campbell, J H Springle, John Boyd, And Wilson, Hugh Craig, Jos C Price, William Todd, Saml Benjamin, James Lewis, Goodman Benjamin, David Lewis, Alfred Savage, A King Levicount, James Hutton, John Sproston, John Gordon, Charles Geddes, Dugald Stewart, S S McCuaig, George Easton, Norman S Frost, Thomas Gordon, James Harvey, John Kerr, J A Perkins, S E Gregory, George Browne, William McDonald, Geo Hall, Thos Kay, Saml Mathewson, James Patton, Donald Ross, Geo Wright, Jno Sinclair, William Stephen, Wm Watson, T D Hall, John Whyte, John Leeming, Benj Lyman, Arch McFarlane, J H Birss, And McFarlane, Ed Howell, Isaac R Eckart, Jos N Hall, Ferdinand Smith, J G Shipway, J Esdaile, Hy Mulholland, J Mahony, George Bent, Neil McIntosh, Robt Chalmers, Chas Chalmers, Thomas Workman, Thomas Whitty, John McArthur, A Ramsay, Jas Scott, Jr, Theodore Hart, Henry Lyman, Ebenezer Muir, P Drumgoole, Philip Whitty, William Whitty, P Larkin, Mich McDonel, James McShane, Richd Philbin, John Wright, Edward Carter, John Whitty, W L Haldimand, James Potts, Pierre Larue, E R Green, E C Tuttle, H S Bohl, Michel Collette, Frs Duclos, Germain Lepage, C Quevillon, D H Warren, Rinaldo Fuller, Wm Dier, W W Janes, Pierre Hudson, Thos Coalette, E B Dufort, P P Martin, Francis Warren, J B Germain, N Poirier, John Cassidy, Jules Guildry, J Bte Gadbois, W G Stethem, Alex Fleck, A Venner, Maxime Lemyre, A Desperance, Thos McGrath, P Bte Poutré, Edouard Rivet, D Farrell, Jas Irwin, Adolphe Roy, L J Beliveau, John P Murphy, Michl Foley, John Kelly, Henry Peacock, A Bourne, P O Sullivan, Joseph Potts, C S Souvrier, Walter Charles, T Letourneux, John McDonald, Alexis Cusson, James Muir, Henry E Benson, E Baird, T Woodside, G L Rolland, L Fortier, P LeSueur, Jno Loughry, A Regnier, Henry Carleton, R E Seymour, Wilder Pierce, J Slack, John Brown, Thos Moreland, T C Panton, A Burroughs, Joseph Kirkup, Ashley Hibbard, Thos Borbridge, Simon McT Charles, Joseph Aumond, Hon R Jones, Jas Logan, H Seymour, Wm Barley, A Cook, T M Bryson, Thos Patton, Edmond Bryson, John McLean, John F Hilton, Jermh Blanchard, A A Murphy, John A Converse, Thomas McCormick, James Sculthrop, Walter Scott, Louis Siméon, Geo H Wheeler, G Castle, J McGinniss, Thomas Yeoman, Robert Wishart, Wm Prentice, James H Ward, G Mochrie, J Grant, Charles Kadwell, James Moore, Robert Froste, Patrick

Reynolds, William Clarke, Janv H Terroux, E E Gilbert, John Pierce, R F Robertson, G E Jacques, Alex Pollock, Hugh Craig, Patrick Brennan, Matthew Kearny, W Wamsley, Geo E Molson, Joseph Lee, James Maxwell, William Hurst, Danl Surgeon, Chas Windsor, William Kilpatrick, John Chedwick, John Boyle, W M Miller, Robert Allan, Francis Brodie, Geo Rogers, Thomas Pepper, James Wooly, Hugh Syms, John Symes, James Wallace, Jerry Visenor, Edward Lemay De Lorme, Jas Graham, Wm Smith, Robt Wright, John McLaughlin, Jas Blair, Wm Cowan, Thos Tucker, Hugh Cowan, John Grant, Wm. Shepherd, Richard Hudson, Jas Inglis, James Wickens, Daniel McQueen, James Atchison, Wm Smith, Robt Carson, Isaiei Plean, David Moss, E D Lalanne, A Farewall (Oshawa), T E Gibson, William McNally, M Ramsay, Geo Watson, Charles Williams, Martin Ryan, C Donnelly, Thomas Hacket, John McGill, Alfred Lusignan, James O'Hera, William Harrington, John Long, Jacob H DeWitt, A McDonell, Jas Scott, Henry A Glassford, Samuel Linton, James Dagg, E Moss, Maxime Rocre, Henry Harkin, William Rodden, J Henry Lamb, H N Clark, Archibald McGoun, Joseph A Lovis, David Ree, Pierre Lessard, George Hagar, Olivier Lepage, Francis McNamee, James R Hutchins, John Thompson, Alex Bertram, Joseph Clark, Patrick Hobin, William McArthur, George Duffield, David Mann, John Grant, Jas Bude, Nicholas Bude, Wm Footner, James Butler, J Cushing, G Scott, G Binmore, P Cooper, W Kennedy, Jas Thomson, J Bernard, John Binmore, James Baylis, John S Sanders, John Greig, Wm Rice, A Cruikshank, John Brodie, David Vass, Robert W S MacKay, D Darling, W Wrigley, W Ludlam, J M Bonacina, John O'Meara, W V Courtney, Louis J Lamontagne, J E Malhiot, Chas Bourdon, Robinson Ruston, Chas Lindsay, Andw Mann, H Owen, Henry Wray, R Latham, J W Harrison, George Sparkes, A Miller, T C Doan, John Bethune, James Bracken, Thomas Mathews, George Ashley, Peter McCrib, Wm Smith, Robert Mack, Thomas Jones, Samuel Mack, James Muir, John McKeon, David Muir, John Keenan, B A Scears, James Gunn, John Winaman, Samuel Wilson, John Letamore, Charles Wilkins, John Docherty, David Cowan, James King, Waddle King, James Waldie, John Waldie, James Warren, John Henderson, John Moody, Irvin Howard, Andrew Moir, James Moir, John McLaughlin, James McLaughlin, Edward McLaughlin, John Rogers, James Robinson, George MacKay, Angus Leitch, James Dagg, Forest Locke, Fras McDonnell, M English, John Cosgrove, Jos Gravel, E Anger, Frs Lamaureaux, Miles McMillan, J A Gagnon, F X Brazeau, M Laverdure, P Lachapelle (Côte des Neiges), A Gariépy, L A G Laflamme, P G Papineau, A Tellier, J B E Tellier, A Mousseau, J B Franchère, E B Desmarteau, J J Hazen, L Michon, E Roy, J P Chagnon dit Larose, Louis Lazure, Ant Guimond, W H Rowen, L A Dessaulles, T Cadotte, M Yales, André Prevost, J Bte Gadebois, Maxime Lemyre, Chs Letebre, Roch Pelletier, Dominique Dupont, A Dubord, J B Germain, C Dansereau, Joseph DeMontigny, H Lamontagne, J E Mailhiot, J G Bibaud, M D, L Gauthier, Joseph Lovis, Edouard Beaudry, E Hauselman, Joseph Dorval, Amable Dorval, M Lanctot, J Lenoir, C Dessaulles, P N Collerette, Louis Lambert, Joseph Le Labreche Viger, Chs Laberge, Jos R Giroux, J Papin, Robert Wishat, Leandre Lafontaine, Alexandre Pellant, N M Lebeau, C N Cinq-Mars, P M M Cinq-Mars, S Poulin, Joseph Barsalou, Napoleon Lamourcux, Pierre Griffard, Chas Griffard, Chas Bertrand, E Gagnon, C F Papineau, N P, A Cadotte, Jean DeMontigny, Jos Coursolles, F X DeMontigny, Honoré St Marcel, D Collin, S Laramée, C W Huston, R Laflamme, W P V Dorion, Alex Archambault, P Blanchet, Fleury St Jean, D E Papineau, N P, J L Bérubé, Jean Leclaire, Frs R Bernard, Isidore Leclaire, C Arcouet, Louis Lemay, Gilbert Lavoie, Théophile Lavinge, A D Derome, Z Sauvageau, J R Sincennes, A Bérubé, Chs Lamontagne, A A Dorion, C H Lamontagne, N Bisaillon, S Martin, John O'Mara, W B Courtney, L J Lamontagne, J Cajetan, F S MacKay, N P, H A Fissiault, A C Papineau, J M Lamothe, Louis J Longpré, Chs Bourdon, E H Merrill, David Noel, J B E Dorion, C Letourneaux, Thos Wilson, Jos Trudeau, H Vandal, Janvier Rollin, A Desmarais, N P, M A Fournier, Joseph Ryan, J M Fournier, A Dufresne, S Fournier, C J J Leclaire, J Emery Codère, M D, H Lappare, N P, N Lepaillier, J E O Labadie, Adolphe Labadie, Edmond Labadie, D Ollier, Wilbrod Lapparre, Jos Courselles, F Doré, N Bétourney, Antoine Dubord, J Dubord, Joseph Giroux, P S Daniel, W F Daniel, F Pomminville, A Magnan, G Matthews, W A Merry, E Lyman Mills, C C Abbit, J B Smith, W H Clare, R W Leslie, H B Smith, Charles Hagar, Richard MacDonnell, John Keller, Wm Walker, L Cushing, Cephus Mills, Duncan McCallum, M D, P A Murphy, John Charles, J Butters, Orton Pease, John L Campbell, Joseph Mitchell, George Adams, Robt Aspinall, Robert Nicholson, George Airde, Wm

Cheesman, James Macdonald, S Harvey, Wm Leavers, M Knowlan, Crawford Glen, Daniel Bruce Ronne, James Brown, Thos Peel, Andw Elliott, Daniel Carey, Wm Thorn, Patrick Maher, Robt Pennie, Henry Bulmer, J W Taylor, David Young, Alexander Ramsay, John McCallum, Andrew Paton, Wm Dow, Jas Gillerd, Joseph Kilgour, A S Macbean, John Skimmings, Charles Doherty, John Doherty, Thos Bell, John Chester, John Forbes, John Morrison, Robert Mitchel, George MacDougall, Joseph Kilgour, A'ex McGregor, John Gilmour, Adam Lothian, Thomas B Prentis, James Poet, C Dorwin, D McMillin, P D Brown, Robert Wood, T Donohoe, Edward Murphy, W J Holmes, Archibald Bills, M Boan, Thos Rafter, John Greig, John Kelly, J L Thompson, D'Uturne St Jermine, Martin Price, John Duncan, A D Reeves, C Fitts, Thos Cole, Thomas C Sloan, George Reinardt, William Benjamin, Rice Sharpley, M Ollendorff, P Swords, G Reinhart, W M'Ginnis, George Van Buskirk, A Giard, George McKerracher, Nicholas McIntosh, P B Badeaux, Alfred Chapple, L C Macaire, Daniel O'Connor, J Escalonne, Joseph H Mead, William Cousens, J W Harrison, George Sparks, A Millar, John Hilton, John Atkinson, Thomas Turner, John Irvine, Marshall A Buck, William Weir, J T Barrett, W R Seaver, Ralph Jones, Cobourg, C W, W N Crawford, Hector Munro, Daniel Murphy, William Megill, N G McIntire, John Caithes, Saml English, Thomas Bryson, Jr, Thomas James, Samuel Wilson, J Adams Mathewson, George Childs, John Murphy, Hugh Warnock, Christopher Healy, Wm Dobson, J Stevenson, J J Madden, H Chisholm, Wilson B Allan, John Meagher, Edward Mansfield, John Allan, Peter Anderson, Wilson Allan, Thomas Foster, Angus McIntosh, Laurence Shane, Joseph Venebles, Henry Smith, Daniel Donovan, William Dunlop, Robt Drake, Wm R Tabb, P Hagarty, John Connor, Horatio N Tabb, Michael Connor, E Sanderson, Patrick Clifford, George McGrath, Thomas McGrath, John Welsh, Andw Sheerin, Robert Wishert, Thomas Templeton, John Bridges, John Lyon, John Henderson, John Gardner, James Henderson, James Dunn, James Taylor, Charles Dease, Daniel Kerens, Constant White, James Vincent, W Easton, John Dunlop, William Nolan, Edward Murray, John Nolan, John Cavanagh, James Lavery, William Berry, John Hannan, Lawrence Hanratty, Patrick Hannon, Geo Clark, Daniel Kennedy, Joseph Sargisan, John Quain, John Power, Michael Meehan, Lancelot Franklin, William Boon, William MacClory, Martin Donahue, Parrick Maley, John McDonald, L McGovern, John Mollowney, Richard Booth, Henry Vernor, William McKinlay, Michael Finny, G L McKay, D McCallum, John Hutchinson, James Colgan, James Doherty, James McShane, John Ryan, John Mitchel, Jeremiah Ryan, Daniel Ryan, James Kreagen, John Donnelly, Joseph Currigan, Henry Deery, Thomas Kerfut, Patrick Nugent, Wm Kiernan, Edward N Warner, Timothy O'Brien, William Cullen, Samuel Wardley, A Wardley, B Madden, W R Scott, A S Miller, M Meigham, Samuel Cauthers, R Blackwood, George Taylor, Geo McIver, N W Crawford, John McWaters, Jr, John Donegani, Jno Campbell, Jesse Thayer, John Levey, C Krieghoff, David Glen, H W Ireland, W P Smith, Wm Borbridge, W W Ready, H Stephens, W S Austin, J Adams, I Noshee, J L Leprohon, MD, Michel Kelly, P Murphy, Patrick Murry, Jno Barry, M O'Keefe, Jno O'Keefe, Michael Gleeson, William Bain, Jas Dalton, A Ryan, John Cameir, John Dorten, Patrick Cane, F Flynn, Patrick Murray, Richard Sheney, Thos Shelly, Edwd Gowan, James Cunan, Jas Flynn, Michael Ryan, James Carroll, John Mooney, Jno Carroll, Wm Bergin, Thos Ennis, Geo Cutter, D W Eager, Edward Sharpe, James Dunbar, S P Tilton, Hugh McMillen, Louis Valigny, Bernard Kean, Homer Taylor, Walter Lyle, William Gall, William Robertson, John Taylor, George Gray, William Beattie, John Bonner, John O'Connor, Edward O'Connor, Robert McIntosh, Wm Park, Thomas Bowerbank, Wm Gunn, William L Eagar, William Matthews, John O Day, James Hay, Michael Murphy, Owen Conroy, Joseph Wright, N Power, Wm Murphy, John Ryan, Peter McShane, James Seery, Jeremiah Murphy, James Welsh, John Sanders, James Haliday, Geo Stacy, Dominick O'Hara, James Parker, William Parker, Robert Ben Currigan, Parker, Edward Flynn, Michael Burns, John Feron, Alex Wallace, Chas F Muckle, Patrick Larkin, George P Warren, Robert Warner, Henry Londreau, Moses Daveis, Thomas Dednam, William Watson, Charles Midgley, Arthur Fairon, John Williamson, Jas Stewart, John Cauthers, William Cooper, Thomas Sims, John Low, George Alexander, Thos O'Reiley, John Cassdy, Martin Feron, James Clark, Edward Goff Penny, S Jones Lyman, James Robertson, Wm Moody, George Touzeau, John Anderson, Andrew Stevenson.

A

Une
épar
tenue
Temp
forme
propo
accla

furen

asser
perso
dern
d'ave
ici la
Les
soun
mêm
que
peu
de
libre
pour
l'à-p
l'Ar
à b
dés
pas
qu'i
pou
aba
de r
dés
nou
pou
pay
pri
d'e
bar
Sou
dev
qui
par
d'a
me
fai
ell
do
cet
leu
for
ga

ASSEMBLÉE POUR L'ANNEXION.

Une Assemblée des signataires de l'Adresse au Peuple du Canada, en faveur d'une séparation paisible de la Grande-Bretagne et de l'annexion aux Etats-Unis, a été tenue, conformément à une requisition à cet effet, dans la salle de la Société de Tempérance, rue St. Maurice, Jeudi le 8 Novembre dernier, à midi, dans le but de former une Association pour promouvoir cet objet. Benjamin Hart, Ecuyer, proposa que John Redpath, Ecuyer, prît le fauteuil, ce qui fut adopté par acclamation.

M. Redpath prit en conséquence le fauteuil, et MM. Glass et J. B. E. Dorion furent nommés Secretaires.

M. Redpath prit alors la parole et s'expliqua à peu près en ces termes:—Cette assemblée a été convoquée dans le but de former une Association, composée des personnes qui ont signé l'Adresse au Peuple du Canada, qui a été publiée dernièrement, et de tous ceux qui sont en faveur de la séparation de cette colonie d'avec la Grande-Bretagne et de son annexion aux Etats-Unis. *(M. Redpath lut ici la requisition demandant l'assemblée, disant qu'elle en énonçait clairement l'objet.)* Les Messieurs qui présenteront les différentes résolutions qui doivent vous être soumises, vous convaincront, je n'en ai aucun doute, de l'à-propos et de la nécessité même de former une Association pour faire triompher l'objet du *manifeste*, de sorte que je ne prendrai le temps de l'assemblée que pour quelques instants, ayant bien peu de remarques à faire. Le parlement de la Grande-Bretagne a jugé à propos de changer la politique commerciale de l'Empire, en établissant le système du libre échange à la place d'un système protecteur. Ce changement a été ruineux pour notre pays. Néanmoins, nous n'avons pas le droit de mettre en question l'à-propos de ce changement, s'il a été fait dans le but de promouvoir la prospérité de l'Angleterre. Si le nouveau système a été adopté dans le but de procurer du pain à bon marché à ses trente millions d'habitants, quand même il serait désavantageux pour le million et demi d'habitants de ce pays, nous n'avons pas le droit de le mettre en question. Les hommes d'état de l'Angleterre ont cru qu'il serait avantageux à l'Empire, et ils avaient droit de l'adopter. Nous ne pouvons pas espérer maintenant qu'ils rètournent jamais au système qu'ils ont abandonné, et le peuple de ce pays ne peut pas le leur demander.—Il serait trop égoïste de notre part de demander au peuple anglais de reprendre un système qu'ils ont trouvé désavantageux pour eux, quand il nous serait de quelque avantage. Mais quoique nous ne puissions pas mettre en question la sagesse du parlement impérial, nous ne pouvons fermer les yeux sur le fait, que son changement de système a conduit notre pays à une ruine complète. Nous voyons nos agriculteurs vendre leur grain à des prix ruineux. Nous voyons nos artisans obligés de laisser la ville par le manque d'emploi. La propriété foncière est devenue une chose sans prix. Les actions de banques et de chemins de fer sont dépréciées de plus de la moitié de leur valeur. Sous ces circonstances, nous avons été amenés à considérer s'il n'est pas de notre devoir d'adopter des mesures pour remédier à ces maux, et prévenir les calamités qui menacent le pays—de l'empêcher d'être ruiné sans retour. La plus grande partie d'entre nous ont déjà proposé, comme le seul remède effectif, la séparation d'avec la Grande-Bretagne et l'annexion aux Etats-Unis.—(Bruyants applaudissements.) Si ceci n'était qu'un remède de pure théorie, on pourrait peut-être se faire illusion sur les résultats de cette mesure; mais il n'y a rien de théorique en elle—nous avons seulement une ligne imaginaire qui nous sépare d'un autre pays dont le peuple est dans un état prospère. Si nous regardons de l'autre côté de cette ligne, nous y voyons les agriculteurs recevoir vingt par cent de plus, pour leurs produits, que ceux de ce côté-ci peuvent avoir. Nous y voyons la propriété foncière d'une valeur moitié plus grande qu'ici. Nous y voyons les ouvriers gagnant de plus forts gages et ayant abondamment de l'ouvrage—et nous y voyons

le peuple paisible, heureux, et content de son gouvernement qu'il croit non seulement un bon gouvernement, mais le meilleur qui existe sur la face du globe. Tous les jours, nous voyons des gens laisser notre pays pour se rendre aux Etats-Unis ;—mais nous n'en voyons jamais revenir. Quelques individus ont essayé dernièrement de nous prouver par des chiffres que nous étions dans une meilleure position que nos voisins ; mais ces faits qui nous sautent aux yeux sont plus convaincants que tous les chiffres qu'on peut nous montrer.—(Applaudissements.) Dans l'Adresse nous avons établi les principes sur lesquels l'Association devait agir. Et j'espère qu'on ne fera jamais rien que conformément aux doctrines paisibles qu'elle contient, car je ne pourrai jamais être partisan d'aucune mesure violente. L'Adresse a été généralement reçue avec faveur, excepté par quelques hommes intéressés qui ont peur de perdre leurs places et leurs salaires, et tous les jours le peuple lui devient de plus en plus favorable. Nous avons vu quel changement immense s'est fait dans l'opinion publique depuis qu'elle a été publiée.—(Applaudissements.) Nous avons vu le changement qui s'est opéré dans l'opinion de la *Ligue* depuis cette époque. (Bruyants applaudissements.) La *Ligue* ne voulait pas même entendre parler de cette doctrine à ses premières assemblées, et maintenant plusieurs de ses membres commencent à y croire ; les membres de la *Ligue* vont exactement au même point que nous, seulement ils prennent un chemin détourné, tandis que nous, nous marchons en droite ligne. (Bruyants applaudissements.) Les principaux adversaires de l'annexion, sont ceux qui sont intéressés à conserver la forme actuelle de gouvernement, ou qui ont peur de perdre leurs places. Il y a aussi quelques personnes, mais le nombre en est bien restreint, qui s'y opposent par principe de loyauté et d'attachement à la mère-patrie ; mais je suis convaincu qu'ils seront bientôt en faveur du changement. Le gouvernement actuel ne pourra jamais résister effectivement aux progrès de l'annexion, à moins qu'il ne place le peuple du Canada dans une position aussi favorable que l'est celui des Etats-Unis. Nous désirons arriver à notre but seulement par des moyens paisibles, et notre seul espoir d'y arriver, est en fesant connaître au pays le véritable état de la question, pour le convaincre du mérite de la mesure que nous proposons ; et j'espère que nous persévèrerons dans nos efforts pour l'obtenir par ces moyens, car alors nous sommes certains du succès final. Nous n'avons rien à gagner en adoptant d'autres moyens. Nos adversaires seraient contents si nous employions la violence, parce qu'ils croient qu'ils pourraient alors nous écraser; mais j'espère que l'on n'emploiera jamais que des moyens paisibles—ceux-là seuls peuvent nous assurer du succès. Nous devons nous renfermer dans des représentations et des arguments calmes et réfléchis, laisser la déclamation et la violence à nos adversaires.—(Applaudissements.) Un des avantages de cette Association sera d'amener devant le pays de nouvelles mesures, sans rapport avec les partis politiques. Elle n'aura rien à faire avec la conservation d'un parti au pouvoir, ou d'un autre hors du pouvoir—et elle convaincra bientôt le peuple qu'il ne peut soutenir aucun des deux partis qui ont jusqu'à présent divisé le pays, qu'aux dépens de son propre intérêt. Cette Association aura aussi l'effet de faire disparaître les dissentions qui ont existé et qui existent encore entre une portion de la société et l'autre. Nous n'avons rien à faire avec le passé. Nous n'avons qu'un objet en vue, et nous y adhérons, c'est de faire triompher l'entreprise que nous avons commencée, et que nous considérons avantageuse au pays, la prospérité duquel est notre seul et unique objet. (Le Président reprit le fauteuil au milieu de longs et chaleureux applaudissements.)

Hugh Taylor, Ecuyer, proposa, et il fut—

Résolu, 1.—" Qu'à la vue des maux qui affligent notre pays et de la dépression constante de ses intérêts matériels, il est du devoir de tous ceux qui s'intéressent à sa prospérité, de s'unir afin d'appliquer un remède à ces maux ; et en conséquence, nous nous formons en Association dans ce but;—et pour promouvoir l'amélioration sociale du Canada, nous adoptons les sentiments exprimés dans l'*Adresse au Peuple du Canada*, publiée dans les journaux de cette ville en Octobre dernier."

Jacob Dewitt, Ecuyer, M. P. P., seconda la résolution, et s'adressa à l'assemblée comme suit :—

M. le President et Messieurs,—En secondant cette résolution, je vous demanderai la permission de dire quelques mots. Quand nous regardons autour de nous, nous voyons notre pays affligé par bien des maux. Je sens que nous

sommes appelés à venir de l'avant et à proposer quelque remède pour notre pays souffrant. Quoique je ne puisse espérer de l'aider plus que d'un bien faible poids, néanmoins, messieurs, je ne me crois pas libre de retirer ce poids de la balance. Nous voyons toutes les classes industrielles laisser le pays. Je crois qu'il n'y a pas une paroisse dans le Bas-Canada qui n'a pas perdu une partie de ses habitants. Le peuple laisse en masse le pays, parce qu'il ne peut plus y trouver aucune rémunération pour son travail. Par exemple--regardons le prix des pois en Canada et aux Etats-Unis. Tandis qu'ils se vendent 2s. à 2s. 6d. en Canada, le prix est de 3s. 9d. à 5s. aux Etats-Unis ; et tous les autres produits obtiennent des prix plus élevés aux Etats-Unis qu'ici. Nous ne pouvons faire consentir nos enfants à s'établir et à cultiver la terre en Canada, parce que le produit leur rendra à peine les frais de culture—et dans presque tous les cas, les propriétaires du sol sont dans une position pire que celle des journaliers qui font leurs travaux. Aux Etats-Unis, un journalier, sans terre, peut gagner plus de gages qu'un propriétaire du Canada peut obtenir avec les produits de son travail sur sa propre terre ; conséquemment, la propriété en Canada est de peu de valeur, et ceci est une des causes qui expliquent pourquoi la propriété foncière en Canada ne peut pas rapporter plus de la moitié de l'argent que rapportera une semblable propriété aux Etats-Unis. Je crois que nous devons adopter des moyens pour retenir nos ouvriers et nos cultivateurs dans le pays : Qu'ils remplissent nos paroisses et nos townships--qu'ils étendent les défrichements, mais qu'ils ne laissent pas le pays devenir un désert! J'en appellerai à vous, messieurs, pourquoi est-ce qu'un si grand nombre des hommes moraux, aisés et industrieux qui émigrent des Iles Britaniques, vont à New-York, et s'établissent dans les Etats-Unis, et même qu'un grand nombre d'eux passent par le Canada et vont s'établir dans les Etats de l'Ouest, enrichissant par-là ce pays par leur fortune, leur expérience, leur énergie, leur travail et leur exemple ? Si le Canada formait deux Etats indépendants en connexion avec l'Union Américaine, je crois qu'il en viendrait beaucoup s'établir avec nous. Si nous sommes unis aux Etats-Unis, nous aurons le commerce libre depuis Gaspé, à travers tous les Etats et territoires de l'Union, jusqu'à l'Océan Pacifique. Nous aurons la libre navigation avec toutes les nations de la terre : nous aurons un commerce si étendu que nous pourrons envoyer promptement et au plus bas *fret* aucun de nos produits, poisson, etc., à n'importe quelle partie du monde où ils pourront être le plus en demande. Nos cultivateurs auront le choix sur tous les marchés des Etats-Unis, du Canada et de toutes les nations du monde. Nos manufactures auront alors l'avantage de pouvoir entrer en compétition, parce qu'elles seront également protégées avec celles des Américains par leur tarif. Alors nous aurons dix fois autant de vaisseaux dans le port de Québec qu'actuellement. Maintenant, examinez les canaux, les chemins de fer et les bateaux à vapeur américains, et comparez-les aux nôtres. Voyez les bateaux à vapeur laissant New-York tous les jours avec leurs 500 passagers chaque, et les nôtres qui partent de Québec. Voyez la prospérité qui existe partout aux Etats-Unis parmi les cultivateurs, les artisans et les marchands : voyez leur immense quantité de vaisseaux marchands transportant leur commerce chez toutes les nations du monde. Messieurs, nous travaillons pour notre pays, pour la grande famille Canadienne, et non pour un parti, des pensions ou des places—*La Patrie avant tout.* Nous désirons exercer un véritable esprit de fraternité et d'amitié envers tous les habitants du Canada, et nous adopterons une marche constitutionnelle et légale. Nous demanderons au gouvernement de Sa Majesté, en langage respectueux, de dissoudre notre connexion politique. Je ne crois pas qu'aucun homme qui a chez lui quelque sentiment de liberté, puisse s'opposer à une pareille démarche. Mais, M. le Président, parce que nous sommes capables de nous tenir debout et de déclarer ouvertement nos convictions, et parce que, par la permission divine, nous sommes capables, comme des hommes, de prendre notre rang dans l'échelle de la création, un peu plus bas que la plus haute marche il est vrai, mais moins bas que la dernière, nous ne devons pas être trop sévères envers nos adversaires ; quelques-uns d'eux ne sont peut-être pas libres de donner leur attention aux deux côtés de la question ; nous devons être charitables : notre cause est bonne ; nous pouvons nous mettre au-dessus de leurs injures ; nous devons rendre le bien pour le mal. Monsieur, je crois qu'une grande portion du peuple anglais serait contente d'apprendre que le Canada a demandé sa séparation, afin de leur permettre de dissoudre honorablement notre connexion politique, et par-là décharger l'Angleterre des dépenses de nous défendre, et en même temps augmenter considérablement son propre commerce. Monsieur,

j'espère que lorsque cette Province se séparera de la mère-patrie, ses enfants pourront conserver leur respect et leur affection pour elle, et recevoir la bénédiction paternelle.

La résolution fut adoptée unanimement.

B. Holmes, Ecuyer, M. P. P., prit ensuite la parole :—L'on m'a remis dit-il, entre les mains, depuis que je suis entré dans cette salle, la seconde résolution en me priant de la proposer. J'avais espéré de la voir entre les mains d'une personne plus capable, et qui aurait pu y faire plus d'honneur; néanmoins, je la proposerai, et en le fesant je me permettrai quelques remarques sur ce que je considère humblement être la nécessité qui nous pousse dans la voie qui est maintenant sous considération, aussi bien que sur la position dans laquelle nous nous trouvons personnellement, en soumettant des suggestions qui peuvent nous relever des maux qui nous écrasent.

Les raisons qui ont induit les signataires de l'Adresse au Peuple du Canada à désirer un changement politique, l'annexion aux Etats-Unis d'Amérique, ont déjà été mentionnées dans cette Adresse, et il y est dit distinctement que nous ne devons demander qu'une séparation paisible d'avec la Grande-Bretagne, et de son consentement, sans lequel la chose n'est ni désirable ni praticable. J'espère, et plus, je crois sincèrement, que pas un homme parmi les signataires de cette Adresse y a apposé son nom avec un sentiment hostile à la Grande-Bretagne. Comme de raison, je ne puis m'engager pour les autres ; mais si je croyais qu'il fût possible de maintenir la connexion actuelle, et en même temps, si j'avais une espérance raisonnable que notre pays ne serait pas par-là conduit à la pauvreté et à la ruine, moi, pour un, je m'opposerais à ce que je sollicite maintenant, une séparation paisible et amicale d'avec l'Angleterre et l'annexion aux Etats-Unis. Ceux qui ont protesté contre l'Adresse nous disent qu'on peut remédier aux maux dont nous nous plaignons par des mesures législatives. Nous disent-ils dans leur sagesse quelles doivent être ces mesures législatives? Non, ceci est laissé à deviner. Mais nous sommes assaillis et condamnés en langage sévère, et faussement représentés par ceux qui, tout en combattant l'Adresse, n'ont pas le courage de la soumettre à la considération de leurs propres partisans et de ceux qui les soutiennent.

En parcourant la liste des signataires du protêt contre l'annexion, nous voyons parmi les quelques noms connus qui s'y trouvent, les officiers salariés du gouvernement; une partie de leurs commis et employés ; environ vingt ou trente monopoleurs et protectionnistes bien connus, et cinq ou six noms ci-devant chauds partisans du *commerce libre*. Je pourrais dire quelque chose de la rédaction équivoque du protêt, mais nous ne venons pas ici pour condamner ou ridiculiser les autres—notre but est plutôt d'encourager la discussion, en formant une Association qui soumettra aux cultivateurs, aux artisans, aux marchands et aux commerçants canadiens, les raisons qui doivent faire désirer l'annexion, et leur laissera juger si ces raisons sont dignes de leur support ou non. Il est admis, je pourrais presque dire universellement, que le Canada doit un jour faire partie de la grande République Américaine ; que c'est une simple question de temps ; mais, disent ceux qui se prétendent les seuls loyaux, nous devions, avant d'agiter cette question, user tous les arguments, faire tous les efforts possibles pour induire la Grande-Bretagne à revenir à son système de protection. Quelques-uns font semblant de croire que l'Angleterre, par peur de perdre les Canadas, consentira à reprendre ce système rejeté ; ils se flattent qu'elle fera de nouvelles *lois sur les céréales* pour l'avantage du peuple du Canada, et par-là condamnera encore ses millions de travailleurs à mourir de faim, état duquel les a sauvés le rappel de ces lois odieuses—lois qui asservissaient les classes laborieuses à la plus abjecte misère pour augmenter les revenus d'une aristocratie territoriale. Il peut y avoir des hommes qui déplorent l'abrogation des lois sur les céréales de l'Angleterre : il y en a peu en Canada, j'espère. Les classes industrielles de ce continent, grâce à Dieu, ne sont pas assez dépourvues de sentiments pour se réjouir de l'imposition de taxes protectrices sur la consommation des classes les plus pauvres de la mère-patrie, ou pour désirer une pareille imposition, quand même elle ferait du bien au Canada. De plus, je crois qu'espérer d'avoir la protection sur les marchés anglais, est le comble de la folie ; et je crois aussi qu'il n'y a pas un homme d'état en Angleterre qui voulût hasarder les conséquences, ou prendre la responsabilité d'imposer de nouveau une taxe sur les objets de consommation du peuple anglais, qui depuis 18 mois a été tranquille, content et comparativement heureux, quoique

entouré et excité, comme il l'était, par toutes les révolutions européennes. Durant cette période, la grande masse de la population de l'Angleterre a joui des avantages du commerce libre sur les provisions; ces masses consentiront-elles paisiblement à se soumettre de nouveau à la misère et à souffrir de la faim? Je ne le pense pas, quand même cela augmenterait les revenus des seigneurs anglais ou profiterait aux 1,500,000 colons du Canada. On a beaucoup parlé au sujet du rappel des lois de navigation, fait récemment. Je n'ai aucun doute que les effets de cet acte de justice rendu à cette colonie ne soient d'une haute importance: nous serons par-là débarrassés du monopole des propriétaires de vaisseaux anglais, et nous pourrons probablement faire transporter nos produits en Angleterre pour la moitié du prix que nous avons payé jusqu'à présent; mais le changement que nous proposons présente quelque chose de bien mieux, (qui est un marché plus près et plus avantageux,) un marché dont le coût du transport pour s'y rendre est de moins d'un quart de ce que, même avec le rappel des lois de navigation, sera celui du transport de nos produits en Angleterre. Nous avons près de nous, le long des lignes, une population qui désire ardemment pouvoir communiquer avec nous sans restriction——je veux parler des populations des Etats de Vermont, New-York, Maine, Massachussetts et New-Hampshire. Ils ont besoin de tous nos produits, le bled, la fleur, le bois; mais ils appartiennent à la grande Confédération des 23 millions, et ne peuvent recevoir ces produits à moins que nous payions un droit de 20 par cent dans le trésor des Etats-Unis; de sorte que nous sommes privés de notre marché le plus avantageux, et jusqu'à ce que nous soyons annexés, il nous faudra payer cette taxe de 20 par cent, en aide au maintien de la grande République, pour l'honneur d'être unis à la mère-patrie. Il est notoire qu'un minot de bled qui se vend à Toronto pour 3s. 9d., vaut, de l'autre côté des lignes, plus de 5s. A Montréal, un baril de la plus belle fleur superfine vaut 20s. 6d.; de l'autre côté des lignes, il vaut 26s. Nos cultivateurs vendent leur avoine à 1s. le minot; à Burlington, elle vaut 36c. Les pois, une autre partie considérable de nos produits agricoles, peuvent être achetés en Canada pour 2s.; ils valent à New-York 3s. 9d. à 4s. Est-il raisonnable de priver ainsi les cultivateurs du Canada de l'avantage de ces marchés? Est-il juste pour l'Angleterre de l'espérer? Nous pouvons admirer, nous pouvons aimer l'Angleterre, mais nous ne pouvons pas nous laisser mourir de faim pour l'honneur d'être sous sa protection! J'ai vu quelque part, et je crois que la chose était correcte, qu'un arpent de terre dans le Haut-Canada produisait, année commune, quinze minots de bled, ce qui à 3s. 9d. le minot, sa plus grande valeur sur les marchés de Toronto, donne 56s. 3d.;—la même production à Rochester donne au cultivateur 22s. 6d. de plus, parce que le bled s'y vend 5s. 2d. le minot. Avec le produit de son arpent de terre, le cultivateur canadien peut acheter 1 cwt. de sucre et rapporter 10s. ou 11s. à sa famille, tandis que le cultivateur américain, immédiatement de l'autre côté des lignes, peut acheter la même quantité de sucre et rapporter $10 à sa famille: le sucre, d'un côté des lignes, ne coûtant au consommateur que 25s. le quintal, et de l'autre côté, 9 à 10 piastres. Ce calcul peut s'appliquer également au Bas-Canada. Ici, on a toujours eu pour usage de prélever les revenus sur les classes pauvres—on taxe le sucre, le thé, le café, le riz et le tabac de 25 à 75 ou 90 par cent. Le peuple des Etats-Unis ne paie aucun droit sur ces objets excepté sur le sucre, et cet article, il le produit lui-même, ou s'il l'importe de l'étranger, il ne paie qu'un droit égal à 2s. 6d. le quintal; mais ici l'impôt est de 11s. 3d. à 12s. 6d.—le pauvre homme est taxé à 80 par cent, le riche pour son habit superfin, ..½ par cent seulement. Une autre branche de notre commerce, et une branche très considérable, soupireaprès l'annexion, c'est le commerce de bois. Le hardi marchand de bois va à des centaines de milles dans les forêts inhabitées, coupe le bois, qui est transporté à Québec et vendu pour 3d. à 5d. le pied. Il est envoyé en Angleterre au coût énorme de 9d. à 10d. par pied. D'immenses quantités de bois sont requises sur les marchés des Etats-Unis; mais pour pouvoir y envoyer son bois, le commerçant est obligé de se soumettre à une taxe de 20 par cent. Si nous étions annexés, l'Angleterre continuerait à acheter notre bois, parce qu'elle en a besoin; et nous aurions aussi le marché de New-York, et je puis dire sans hésitation qu'après l'annexion, le pin blanc ne se vendrait jamais en Canada pour 5d. par pied. On nous dit que l'Angleterre va maintenant faire des efforts auprès du gouvernement des Etats-Unis pour nous obtenir la réciprocité de commerce pour nos produits agricoles et minéralogiques. Il y a deux ans, les Etats-Unis l'auraient peut-être accordée, si la question eut été pressée avec zèle. Ce gouvernement a un grand désir de posséder le Canada, quoiqu'il ne soit pas disposé à entrer en

guerre avec l'Angleterre pour l'obtenir. Le peuple voit clairement que le refus de nous accorder la réciprocité de commerce doit nous pousser vers l'annexion, et que finalement, quelqu'événement qui ait lieu, le désir de la république doit être accompli. La nature en a eu l'intention; les intérêts du peuple du Canada l'exigent, et il faut que la chose arrive. Le résultat, comme disent nos adversaires, doit être une question de temps. Mais la législature américaine n'accordera jamais la réciprocité. Elle ne peut être accordée, dans mon humble opinion, sans violer la 8ème section de l'article premier de la constitution des Etats-Unis, qui entre autres choses déclare, "que tous droits, impôts ou accises seront uniformes par tous les Etats-Unis."

Le cultivateur américain, sur les frontières du Canada, peut-il donc être soumis à la compétition du libre échange, lorsque les cultivateurs américains dans la Louisiane ou dans toute autre localité où les produits du Canada ne peuvent parvenir, seraient protégés par un droit de 20 pour cent? Un tel arrangement ne serait certainement pas uniforme. Sur quel principe de justice, le cultivateur américain pourrait-il être laissé à concourir avec le cultivateur canadien, lorsque son voisin, l'ouvrier ou le marchand, aura une protection sur les manufactures de 20 à 30 pour cent? Le libre échange pour les produits agricoles, ceux de nos forêts et de nos mines, ne nous mettra pas en état de devenir un peuple manufacturier. Nous n'aurions qu'à fournir aux besoins de notre million et demi de population. Nous ne pourrions pas envoyer les produits de notre industrie dans les États-Unis, et sans autres demandes que celles que nécessitent les besoins de notre propre population, les manufactures ne peuvent prospérer en Canada, et l'Angleterre prendra un soin tout particulier de ne pas nous encourager à établir des manufactures tant que nous serons colons. William Pitt, le grand ministre de l'Angleterre, disait durant la lutte avec les colonies révoltées, qui sont maintenant les Etats-Unis, qu'il ne leur serait jamais permis de faire même un clou. Le même sentiment existe encore dans toute sa force, en Angleterre, en autant que ses intérêts manufacturiers y sont concernés. Les manufactures dans les colonies sont incompatibles avec la dépendance coloniale. Il ne coûte pas plus de transporter une balle de cotton brut de l'endroit qui le produit à Sherbrooke, qu'à Lowell. Nos pouvoirs d'eau en Canada sont supérieurs et coûtent dix fois moins. Nous avons une population intelligente désirant de l'emploi,—et qui dira que la population du Canada n'est pas intelligente? La fille du cultivateur qui se rend à Lowell des montagnes du New-Hampshire ou du Maine, obtient immédiatement 50 *cents* (2s. 6s.) par jour, pour son travail. La femme en Canada est satisfaite lorsqu'elle obtient de l'ouvrage à 12½ *cents*. L'annexion produirait l'esprit d'entreprise des Américains et leurs capitaux pour construire des moulins, des usines, et nous verrions le pays se couvrir de manufactures, nous pourrions alors avec succès concourir avec Lowell, pour fournir aux Etats de l'Ouest—et le prix de la main-d'œuvre augmenterait de 100 à 200 pour cent, résultats également désirables pour le Canada. Si le peuple du Canada croit les allégués que nous avons faits et que nous ferons, il nous supportera,—s'ils sont erronés ou mal fondés, nous ne demandons pas d'approbation. Si le peuple du Canada approuve ce que nous lui proposons, il nous témoignera cette approbation aux *hustings*—et supportera, à la prochaine élection générale, ceux qui seront en faveur de l'annexion dans la législature—d'où—si des résolutions sont envoyées en Angleterre déclarant que les vœux du peuple sont pour une séparation, les hommes d'état de l'Angleterre aviseront la Reine de consentir à sa demande. Nous aurions alors le libre échange, non seulement pour les produits agricoles, ceux des forêts et des mines, mais pour tous les articles manufacturés: le libre échange avec une population actuelle, de 23 millions, sur nos frontières. Nous aurions aussi, alors, un gouvernement à bon marché, et mieux que tout cela, nous serions unis, prospères et contents.

Résolu, 2.—"Que l'état de dépendance coloniale ne saurait se prolonger plus longtemps qu'au détriment et au sacrifice de nos intérêts les plus importants; qu'en examinant les embarras de l'état social, commercial et politique du Canada, et en voyant combien est lourd le fardeau des maux qui pèsent sur notre société, cette assemblée croit que la seule mesure qui soit capable d'améliorer notre condition, consiste dans la séparation pacifique et amicale d'avec la Grande-Bretagne, et l'union du Canada aux Etats-Unis d'Amérique."

William Molson, Ecuyer, seconda cette résolution, qui étant mise aux voix est adoptée sans division.

ROBERT MACKAY, Ecuyer, proposa la 3ème résolution.

A. A. DORION, Ecuyer, seconda cette résolution qui fut adoptée.

Résolu, 3.—"Que cette Association portera le nom de. 'ASSOCIATION D'ANNEXION DE MONTRÉAL,' et que ce qui suit sera la Constitution et les Règlements de cette Association :—

I. "Le nom de l'Association sera: '*Association d'Annexion de Montréal.*' "L'Association est formée dans le but de promouvoir une séparation amicale et "pacifique de la connexion britannique, et une union à des conditions équitables "avec les Etats-Unis."

II. "Toute personne qui aurait signé l'Adresse 'Au peuple du Canada,' "publiée dans les journaux dans le mois d'Octobre 1849, ou qui voudrait signer "ces règlements, pourra être membre de l'Association."

III. "Les fonds de l'Association seront formés à l'aide de dons volontaires."

IV. "Les officiers seront élus annuellement au scrutin, et ces officiers seront: "—Un Président; huit Vice-Présidents; deux Secrétaires; un Trésorier; huit "Conseillers; et le total de ces officiers formera l'exécutif de cette Association, et "cinq d'entre eux formeront un *quorum*."

V. "Le Président présidera toutes les assemblées.—Il ne votera pas, excepté "toutefois s'il se présentait un cas où les votes seraient également divisés. En "l'absence du Président, le Vice-Président d'âge assistant à une assemblée quel-"conque, agira comme Président; et en l'absence des Vice-Présidents, l'un des "Conseillers présents sera choisi par ceux qui assisteront à la séance."

VI. "Les Secrétaires seront chargés de conduire les correspondances et de "tenir un registre de tous les procédés."

VII. "Le Trésorier sera chargé de tout ce qui regarde les fonds. Il paiera "les ordres sur lui lorsqu'ils seront signés par le Président ou l'un des Vice-"Présidents, et contresignés par l'un des Secrétaires. Il tiendra un état régulier "des finances et le soumettra à toutes les assemblées annuelles, et dans tout autre "temps où l'exécutif le lui demandera."

VIII. "L'exécutif aura le pouvoir de surveiller la correspondance, d'admi-"nistrer et contrôler les finances, et en général de conduire les affaires de "l'Association."

IX. "Si l'une des charges de l'exécutif devient vacante, les membres présents "à toute assemblée postérieure à la vacance, pourront élire au scrutin, et à la "majorité des membres présents, la personne qui devra remplir la charge vacante; "et un avis de l'élection à accomplir devra être donné à une assemblée précédente."

X. "Les assemblées générales de l'Association auront lieu tous les trois mois, "savoir, le 10 d'Octobre, le 10 de Janvier, le 10 d'Avril, le 10 de Juillet (excepté "cette année); l'assemblée du mois d'Octobre, entre autres affaires qu'elle aura à "régler devra être celle où s'éliront les officiers. Si un des jours ci-dessus "nommés s'adonnait à être un Dimanche ou un jour de fête, alors l'assemblée "serait remise au 1er jour de la semaine suivante qui ne sera pas un jour de fête."

XI. "L'exécutif aura le pouvoir de convoquer des assemblées générales dans "un but spécial, et l'exécutif sera tenu de convoquer de telles assemblées, sur la "demande par écrit de douze membres, en spécifiant l'objet de l'assemblée, et "aucune autre affaire ne sera traitée à cette assemblée.

XII. "Aucun changement ne pourra être fait à ces Règlements, si ce n'est à "une assemblée générale, après trois mois d'avis, et à une majorité des deux tiers "des membres présents."

XIII. "L'exécutif pourra faire tels règlements qu'il croira nécessaires, pourvu "qu'ils ne soient pas contradictoires avec ceux-ci."

JOHN ROSE, écuyer, s'adressa ensuite à l'assemblée et dit entre autres choses: —Il est facile de crier inconsidérément à la trahison et à la déloyauté; mais depuis l'époque à laquelle cette Province est passée sous la domination anglaise jusqu'à ce jour, nous trouvons d'amples justifications du procédé que nous avons adopté, dans les déclarations de plusieurs des premiers hommes d'état de l'Angleterre au sujet de la continuation de cette connexion dont nous avons maintenant à nous enquérir avec calme, des avantages ou des désavantages. Y avait-il trahison dans l'opinion exprimée par Lord St. Vincent à Lord Shelburne, lors de la signature du traité de paix en 1783? "Comment pouvez-vous espérer de conserver "le Canada, avec une république anglaise sous ses yeux? Cela est impossible, et

" soyez-en certain, vous ne retenez qu'une plaie vive, qui sera une source de " dégoûts et de dépenses sans fin, vous ne rencontrerez que difficulté soit en le " retenant ou en l'abandonnant." Mais cette déclaration d'un homme d'état aussi habile, d'un soldat si renommé, de celui dont la valeur avait surtout contribué à conquérir le pays même qu'il voulait abandonner n'est pas isolée. Lord Brougham représente la même acquisition comme "chargeant la politique de l'Angleterre " d'un fardeau dont elle n'est pas encore débarrassée et qui devient de jour en jour " plus difficile à supporter." Et quelle était l'opinion de M. Stevens, ci-devant sous-secrétaire d'état pour les colonies? Dans son témoignage devant la Chambre des Communes en 1828, il exprima des sentiments, que je condamne et répudie certainement, mais qui indiquent qu'une même opinion a prévalu dans l'esprit de plusieurs des hommes les plus capables de l'Angleterre, depuis 1783 jusqu'à cette heure. M. Stevens dit:—"Que les liens par lesquels le peuple est lié à son souverain n'ont pas le même caractère de force et de durée que les obligations correspondantes entre le roi et le peuple, dans les vieux états européens. Il est impossible de supposer que les Canadiens craignent votre puissance. il n'est pas facile de croire que le *devoir* abstrait de loyauté, séparé du *sentiment* de loyauté, *ait sur eux une grande influence. Le droit de repousser la domination européenne a été si souvent maintenu dans l'Amérique du Nord et du Sud qu'on peut à peine considérer la rebellion sur ces continents comme une chose criminelle ou disgracieuse.* Il ne me paraît pas non plus que le sentiment d'orgueil national et d'importance soit en votre faveur. On ne peut considérer comme une distinction enviable d'être la seule portion du Nouveau Monde, qui ne soit pas indépendante." Que l'on comprenne bien que, quoique je rapporte les opinions de M. Stevens, j'en désavoue entièrement la moralité. Lord Ashburton, dans une discussion récente, a aussi enoncé de semblables sentiments. "Tant qu'ils (les Canadiens) seront contents de demeurer dans leur état actuel, sous la protection de ce pays, il sera bon de la leur continuer; mais s'ils demandaient à se séparer de nous, pour assumer un caractère national,—il lui paraissait que la ligne de conduite la plus sage, la plus libérale et la plus conforme à une saine politique, serait dans ce cas de se serrer la main avec eux et de les laisser se réunir avec les Etats de l'Amérique du Nord, s'ils le jugeaient à propos. Si la grandeur de l'Angleterre devait se flétrir, sa prospérité passer, le plus grand monument de sa gloire serait dans ses colonies." S'il en était nécessaire, je pourrais multiplier citation sur citation pour prouver que l'Angleterre considère, et a depuis longtemps considéré, que nos rapports avec elle lui étaient à la fois à charge et sans profit, et si cela est vrai, devons-nous être assez peu dignes et peu généreux, pour chercher à perpétuer ce fardeau? N'a-t-elle pas cherché à nous former à ne dépendre que de nous, et à nous rendre capables de nous gouverner nous-mêmes? Sa politique envers nous n'a-t-elle pas été dictée par cette attention maternelle et réfléchie pour une autre destinée, qui mérite notre reconnaissance, en même temps qu'elle exige notre co-opération? Que penserait-on de l'enfant qui, après avoir atteint la vigueur de l'âge, s'attacherait néanmoins avec une ténacité enfantine au toit paternel, perpétuant ainsi une dépendance qui épuiserait les ressources de ses parents, refusant en opposition au désir de ses auteurs, de jouir de l'indépendance, et de chercher une alliance qui les soulagerait en même temps qu'elle assurerait une distinction honorable à l'enfant? Montrons-nous, au contraire, les vrais descendants d'une si noble race. Croyez-vous que l'Angleterre se serait jamais élevée au degré de sa présente grandeur, si ses enfants, dans les siècles passés, s'étaient contentés de l'état de dépendance dans laquelle nous sommes à son égard, et s'ils s'étaient livrés, à l'exclusion de tous autres, à un seul sentiment d'attachement envers un parent, auquel, comme des hommes qui ont la conscience de leur propre valeur, il leur convenait de ne pas s'attacher pour toujours? Il ne peut y avoir, dans mon opinion, de pensée plus grande, plus sublime, que celle d'une mère-patrie qui, après avoir enseigné aux sujets de ses colonies à se reposer sur eux-mêmes, chercherait avec des sentiments d'affection et d'amour-propre maternels à leur donner une position parmi les nations, pour perpétuer ses institutions et s'assurer d'alliés, sur l'affection et le devoir desquels elle pourrait se reposer et au besoin chercher un appui. Si la séparation des anciennes colonies avait eu lieu avec ces sentiments, leurs rapports avec la mère-patrie ne seraient-ils pas maintenant ceux que je viens de peindre. Et, malgré les circonstances si propres à aigrir dans lesquelles s'est opérée cette séparation, le temps a fait oublier beaucoup; et qui niera que le peuple anglais considère avec un sentiment d'amour-propre la position que ses descendants

occupent maintenant parmi les nations du globe. La *possibilité* d'un changement répugne tellement, il n'y a pas de doute, à quelques-uns dont les premières relations les ont liés intimement avec l'Angleterre, qu'ils aimeraient mieux abandonner tous les biens qu'ils possèdent que la qualité qu'ils ont hérité de sujets anglais. J'admire et je respecte ce culte passionné et chevaleresque. Il émane de ce même sentiment qui nous porte à montrer notre attachement pour ses lois et ses institutions, et cette liberté et cette indépendance dont la possession est notre premier héritage. Je n'hésite pas à avouer que l'idée d'un changement répugne à mes sentiments; mais il est de notre devoir d'oublier ces considérations personnelles en décidant une question aussi importante que celle qui nous occupe. Il n'est pas nécessaire d'étouffer cet attachement et cette affection qui nous unissent au pays de nos ancêtres; non, ces sentiments n'en seront que plus ardents à mesure que nous sentirons que nous possèderons ces priviléges que nous concevons devoir se répandre sur nous. Je n'ai qu'une autre remarque à vous faire, c'est celle-ci—il y a une conviction profonde et presqu'universelle même parmi ceux qui nous sont opposés, que tôt ou tard le changement que nous cherchons à amener aura lieu. Si cela est vrai, sur quel principe devrions-nous désirer de perpétuer cet état de transition. Le continuer serait cruel; serions-nous assez peu fermes pour laisser comme un legs à nos enfants, une tâche que nous n'aurions pas le courage d'accomplir nous-mêmes?

Il conclut en proposant, et il fut—

Résolu, 4.—"Qu'en laissant dans l'oubli nos dissentions passées, nous nous engageons les uns envers les autres à nous donner une co-opération cordiale pour promouvoir le but de l'Association ; et nous invitons le peuple du Canada en général à établir des Associations semblables à celle-ci, et dans le même esprit de fraternité."

Chs. Laberge, écuyer, seconda la résolution.

F. G. Johnson, écuyer, proposa—

Résolu, 5.—"Que cette assemblée s'ajourne à Jeudi prochain, à midi, et qu'elle se réunisse alors dans cette Salle pour l'élection des officiers; et que les messieurs suivants composent un comité pour choisir des bulletins: R. MacKay, A. A. Dorion, D. Torrance, H. Mulholland, J. Ostell, écrs."

La résolution fut alors mise aux voix et adoptée.

Benjamin Hart, écr., proposa que M. Redpath laisse le fauteuil, et que Wm. Molson, écr., le remplace.

Alors des remercîments furent faits au Président pour ses services pendant qu'il occupait le fauteuil.

Et l'assemblée fut ajournée au Jeudi suivant à midi.

ASSOCIATION D'ANNEXION DE MONTRÉAL.

L'assemblée pour l'élection des Officiers a eu lieu Jeudi, le 15 Novembre, dans la Salle de Tempérance, rue St. Maurice. La réception des scrutins et leur dépouillement ont duré plus de trois heures. M. Redpath fut appelé par acclamation à prendre le fauteuil, R. MacKay, écr., fut nommé secrétaire et MM. John Glass et J. B. E. Dorion, procédèrent au dépouillement du scrutin.

Président,—John Redpath, écr.

Vice-Présidents,—B. Holmes, Jacob DeWitt, Wm. Workman, L. H. Holton, T. B. Anderson, D. E. Papineau, P. Drumgoole, John Donegani, écrs.

Conseillers,—D. Kinnear, H. Stephens, Wm. Molson, John Rose, Joseph Papin, Rodolphe Laflamme, John Bell, John Ostell, écrs.

Trésorier,—David Torrance, écr.

Secrétaires,—Robert MacKay, A. A. Dorion, écrs.